

# COVID – 19 : l'impréparation du monde de la Culture

Quand l'impréparation des pouvoirs publics met en danger la santé, la sécurité et les moyens de subsistance des travailleurs et travailleuses de la Culture.

Que

ce soit au Ministère de la Culture (administration centrale, services déconcentrés, établissements...), dans les structures privées et associatives, SUD Culture Solidaires constate depuis le mois de février une impréparation totale et un retard systématique dans les mesures à prendre face à l'épidémie du Covid-19.

En

fin de compte, ces mesures n'ont fait que suivre, avec retard, les annonces déjà insuffisantes des pouvoirs publics. Il s'en est suivi une confusion totale et des annonces partielles de fermeture. Des informations floues voire contradictoires ont laissé les salarié·es dans l'inquiétude et l'incertitude, particulièrement au long du week-end dernier.

La

doctrine est désormais la préconisation du télétravail pour maintenir l'activité économique mais sans garantir des conditions de travail

optimales (matériel informatique insuffisant ou obsolète, garde d'enfant en parallèle, ...). Sous prétexte du cas de force majeure, ce télétravail nous a été imposé à toutes et tous sans s'intéresser au choix ni aux possibilités matérielles de chacun·e.

Dans le même temps, au motif d'une absolue nécessité de continuité de l'activité, des salarié·es se rendent toujours sur les lieux de travail sans protection, lors du transport et/ou à leur poste. Faute de moyens permettant l'exercice de nos missions dans des conditions sanitaires satisfaisantes ou des règles de distanciation réelle, nous sommes à la merci du hasard. Les salarié·es sont plus considéré·es comme des variables statistiques du risque épidémique que comme des personnes dont la santé au travail relève de la responsabilité directe de leur employeur.

Pour toutes ces raisons, SUD Culture Solidaires exige :

- un télétravail au choix des salarié·es ;
- une transformation des arrêts de travail pour garde d'enfant en autorisation spéciale d'absence pour les agent·es du secteur public ;
- une protection sanitaire renforcée pour les personnels toujours en fonction aussi bien en termes de matériel que de suivi médical ;
- l'application des mesures sanitaires aux salarié·es des prestataires de service.

- la fin des jours de carence en cas d'arrêt maladie pour toutes et tous.

À côté de cela, de nombreux·euses travailleurs·euses du monde de l'Art et de la Culture se retrouvent à présent sans ressource à la suite des annulations en cascade des spectacles, festivals, représentations et commandes. Pour d'autres, la fermeture d'une structure culturelle a aussitôt entraîné l'arrêt immédiat de leur rémunération.

Pour toutes et tous, la conséquence directe est la précarité pure et simple. Cette situation est inacceptable et va mettre à mal le monde culturel. Il est impératif que des mesures spécifiques soient mises en œuvre pour les accompagner.

SUD

Culture Solidaires exige :

- la prolongation automatique de plusieurs mois de tous les contrats arrivant à échéance au mois de mars et dans les prochains mois d'état de crise ;
- le paiement des heures non-effectuées des vacataires pour tous et toutes ;
- le gel des loyers et des factures d'eau, de gaz et d'électricité pour tous et toutes ;
- la garantie de l'intégralité du salaire en cas de chômage technique pour l'ensemble des salarié·es concerné·es ;
- la prolongation automatique

- des droits et des indemnisations des chômeurs·euses ;
- la prise en compte de la période d'arrêt en cours et de ses conséquences pour le calcul des droits au chômage et à la sécurité sociale ;
- un salaire décent et des droits sociaux pour les intermittent·es et les travailleurs·euses soi-disant *indépendant·es*.

De

manière plus générale, notre organisation sera vigilante à ce que les mesures prises pour lutter contre l'épidémie de covid-19 n'entraînent pas de remise en cause de nos libertés fondamentales.

SUD

Culture Solidaires condamne les récentes annonces guerrières et la rhétorique martiale du gouvernement concernant le déploiement d'un dispositif policier et militaire visant à restreindre toujours plus, par la répression, la circulation des personnes en France comme en Europe.

Nous

condamnons également l'attitude du gouvernement consistant à rendre responsables les habitant·es de la propagation de l'épidémie. Les risques actuels sont en grande partie le résultat des politiques libérales et des choix économiques de ces dernières décennies comme de ces dernières semaines, notamment en ce qui concerne le secteur de la santé. Nous exigeons des moyens immédiats pour l'hôpital public !

Enfin, pour préserver durablement notre système de protection

sociale, nous demandons non pas la suspension ou le report des réformes des retraites et de l'assurance chômage mais leur retrait pur et simple !

FACE À L'ÉPIDÉMIE, PROTÉGEONS  
NOTRE SANTÉ,

GARANTISSONS NOS DROITS SOCIAUX,

LUTTONS CONTRE LE CAPITALOVIRUS !

Paris, le 19 mars 2020